

Nos boursières en carrière

Depuis la création du fonds de la fondation AFDU-Québec, en 1992 ce sont plusieurs centaines de milliers de dollars qui ont été octroyés à des filles et des femmes désireuses de faire des études supérieures. Qu'est-il advenu de nos boursières une fois leur formation complétée ? Curieuses de connaître leur devenir, nous sommes allées à leur recherche. Nous en avons rejoint quelques-unes pour tenter de refaire avec elles le parcours scolaire et professionnel qu'elles ont mené depuis. C'est l'objet de cette chronique. Souhaitons à nos lectrices qu'elle nourrisse leur intérêt et suscite leur engagement. Espérons aussi qu'elle inspire nos jeunes boursières encore aux études.

Son poste : Directrice générale de *l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle (IA) et du numérique* aussi appelé l'OBVIA. En espagnol, obvia signifie évident. Pourtant cet organisme n'a rien d'évident à première vue. Son objectif vous intrigue ? Suivez-nous dans cette nouvelle Chronique des anciennes, vous le découvrirez et vous ferez la connaissance de sa tête dirigeante

Lyse Langlois à la tête d'un organisme unique et leader dans son domaine

Entrevue menée par France Rémillard



F. R. : La première question qui me vient à l'esprit quand j'entends le nom de cet Observatoire savant c'est : qu'elle est sa mission ?

L. L. : Notre mission se fonde sur une interrogation critique des innovations technologiques. Ce faisant, nous mettons en lumière les enjeux cruciaux qu'elles génèrent, ceci afin qu'elles se développent de

façon responsable dans le respect du bien commun et de l'humain qui les utilise ou qui en subit les effets. Pour identifier des solutions plausibles aux problèmes et opportunités posés par les développements de l'IA et du numérique, au Québec et ailleurs dans le monde, nous cumulons des données probantes, nous produisons des connaissances sur les retombées de ces technologies et nous interpellons les institutions démocratiques.

Il importe de réaliser que si au XIXe siècle, la révolution industrielle a bouleversé nos sociétés, au XXIe siècle, l'informatique et son cumul de données révolutionnent tout autant notre environnement sociétal. Et les données, si on se les arrache c'est qu'elles valent de l'or. Elles constituent l'aliment de base du numérique et de l'intelligence artificielle. Dans ce contexte, le rôle de l'Observatoire est de veiller à ce que ce champ d'expertise progresse de façon responsable et éthique au bénéfice de la société.

F. R. : À quand remonte la création de cet organisme de veille ?

L. L. : Grâce à une subvention de 7,5 M\$ du Fonds de recherche du Québec (FRQ). Depuis 2019, l'Observatoire rallie 9 universités, 9 CÉGEPs et plus de 260 chercheurs auxquels 90 partenaires nationaux et internationaux sont associés. Cet investissement demeure le plus imposant jamais consenti pour le secteur des sciences humaines et sociales. Le Québec fait figure de leader dans les travaux portant sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique. Il est le seul à rallier autant de chercheurs dans ce secteur. Nous savons que d'autres pays s'apprêtent à emboîter le pas.

F. R. : Je comprends qu'il s'agisse d'un mandat vaste et complexe et qui comporte une grosse équipe à coordonner, mais pourriez-vous nous donner quelques exemples pratiques illustrant l'usage des travaux de cet Observatoire ?

L. L. : Actuellement, nous suivons un projet visant à créer des algorithmes d'IA pour mieux suivre la réussite scolaire. Ce projet fait suite à l'annonce ministérielle de la création d'un Centre d'expertise sur la réussite scolaire.

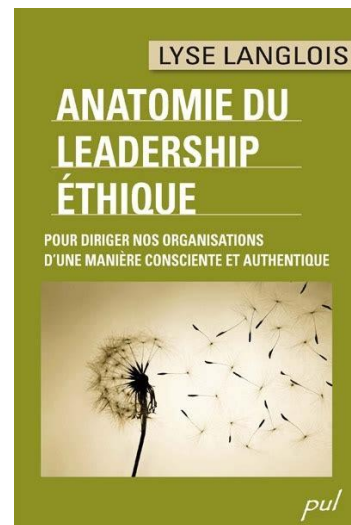


Au cours de la pandémie de COVID-19, nous avons suivi les travaux sur les applications de notification de contacts en produisant des recommandations au ministère de la santé. Nous avons aussi élaboré un petit [Guide pour sensibiliser la population](#).

Dans le domaine de l'agriculture, nous avons déposé un [livre blanc pour le secteur bioalimentaire](#).

F. R. : Voilà une carrière professionnelle bien engagée. Au bénéfice de nos lectrices, pourriez-vous faire état de votre cursus depuis le début ? Qu'elles en ont été les étapes ?

L. L. : Un parcours logique et enrichissant finalement. Il a débuté au baccalauréat en psychologie. Un des cours consistait à suivre un enfant présentant des difficultés d'apprentissage scolaire. J'ai ainsi accompagné une petite fille qui vivait dans un contexte familial inadéquat. Dans le but d'améliorer sa réussite, j'ai examiné la structure scolaire, collaboré avec la psychologue de l'école et la travailleuse sociale et rencontré les parents. Cet exercice de terrain m'a tellement plu que j'ai changé de programme. Je suis passée au baccalauréat en éducation. Une fois ce premier cycle complété, je suis partie en Ontario pour enseigner en classe d'immersion française. Au bout de deux ans, je suis revenue au Québec pour compléter une maîtrise avec l'intention de retourner en Ontario. Deux professeures de l'université Laval ont toutefois fait dévier ma trajectoire : Claudine Baudoux et Renée Cloutier. Elles m'ont encouragée à poursuivre au doctorat. Suggestion qui m'est alors apparue compatible avec mon désir de fonder une famille. Je m'y suis donc attelée.



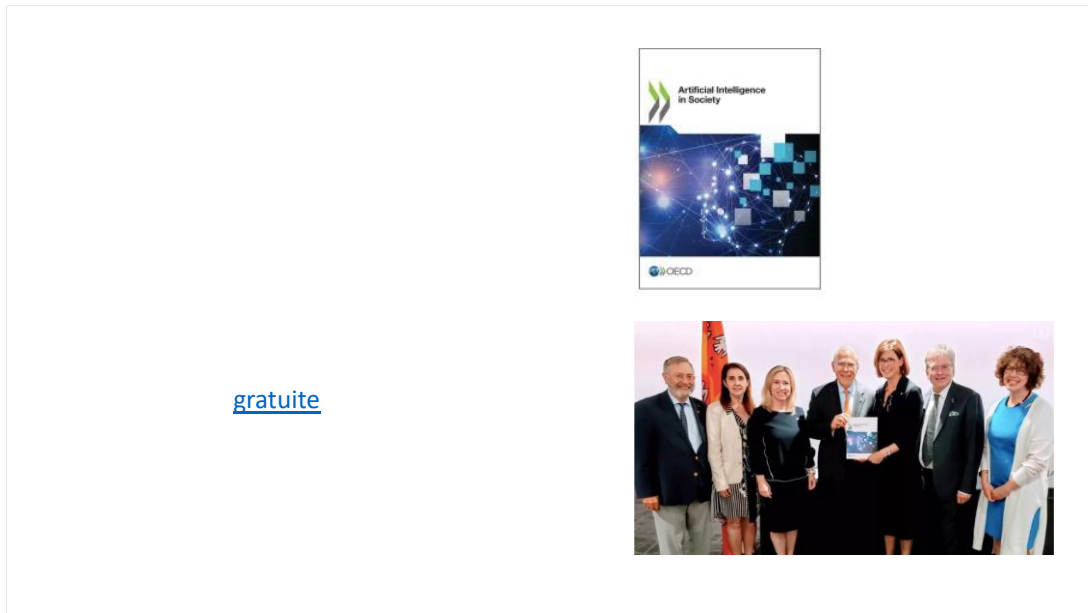
À la fin de ma thèse, j'ai obtenu un poste à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Il visait la gestion scolaire et était accompagné d'une Chaire pour étudier et analyser les Centres de formation en entreprise et recyclage (CFER). Ceux-ci avaient été créés pour les décrocheurs scolaires de 16 à 18 ans. Depuis ma thèse, le concept de leadership éthique m'interpellaient. Ainsi, j'ai étudié le profil d'enseignants inspirants ayant mis en place des organisations innovantes pour mieux soutenir ces jeunes qui abandonnent les études. Ces profils m'intéressaient, car j'y voyais les caractéristiques d'un leadership éthique. Ce thème était peu connu à la fin des années 1990, mais pour moi il était important.

En 1995, j'étais doctorante, quand j'ai obtenu une Bourse de l'AFDU-Québec. Cela m'a fortement encouragée à m'investir dans mon champ d'expertise. À l'UQTR, je me suis donc engagée dans un postdoctorat avec le docteur Robert J. Starratt du Boston College. Une recherche qui allait porter sur l'éthique. Peu de chercheurs au Canada travaillaient sur cette notion.

En 2002, j'ai rejoint le département des relations industrielles de l'université Laval. J'ai entrepris de développer un instrument de mesure pour analyser le leadership éthique, de même qu'un questionnaire pour mesurer la sensibilité éthique et la culture éthique. Ces travaux ont nécessité plus de 10 ans de travail.

En 2014, on m'a demandé de diriger le département des relations industrielles : le directeur de l'époque partait à la retraite. Ce n'était pas vraiment dans mes plans, mais j'ai accepté. En 2016, le Doyen de la Faculté des sciences sociales m'a offert un poste de vice-doyenne à la recherche. Je suis alors devenue directrice de l'Institut d'éthique appliquée (IDEA), un organisme que je connaissais d'emblée puisque, depuis sa création en 2004, j'y étais engagée à titre de chercheuse.

Puis en 2018, à l'annonce d'un concours pour la création d'un Observatoire, j'ai rédigé, avec une équipe formidable, une demande de subvention. En décembre de la même année, nous apprenions que notre demande était retenue. Dès janvier 2019, j'ai mis tous les efforts nécessaires pour monter cette structure et en faire un pilier pour le Québec. J'aime contribuer et m'engager dans des projets à forts impacts sociétaux. Voilà donc mon cursus jusqu'à présent. Jamais je n'aurais pensé relever de tels défis, moi qui me destinais à diriger une école à Toronto. Voilà le cheminement logique et linéaire qui a été le mien.



F. R. : Tout semble s'être mis en place presque naturellement, sans obstacle, est-ce que je me trompe ?

L. L. : Oui et non. La conciliation travail-famille n'a pas toujours été évidente. J'ai deux enfants. Le premier est arrivé pendant que j'étais au doctorat et l'autre cinq ans plus tard alors que je débutais ma carrière universitaire. Le contexte du doctorat m'apparaît encore aujourd'hui idéal pour avoir un enfant : libre d'organiser mon horaire, je pouvais facilement ventiler mon temps entre l'enfant et la recherche. Il faut dire que mon conjoint a toujours partagé de façon très paritaire les tâches familiales et que j'ai pu bénéficier de parents et de beaux-parents très disponibles. Leur soutien indéfectible a été déterminant et a contribué à mon bien-être familial. Notre famille se soutient beaucoup. En 1998, alors que j'allais être reçue en entrevue pour mon premier poste de professeure, une de mes collègues m'a conseillé de ne pas parler de ma 2^e grossesse en cours. Il en allait de l'obtention de ce poste. J'ai donc tenu sous silence l'enfant en gestation et l'ai obtenu. J'ai mené rondement ma première session d'hiver et, mon accouchement étant prévu fin avril début mai, j'ai corrigé rapidement mes examens. C'est alors que l'on s'est inquiété de mon empressement à clore mes obligations de fin de session. Quand on a appris que j'allais donner naissance sous peu à un deuxième enfant, on a été persuadé que je ne

reviendrais pas en septembre. On ne m'a toutefois proposé aucun accommodement : à l'époque on n'avait droit qu'à 16 semaines de congé et une journée pour le père. Plusieurs défis pour concilier le travail et la vie de famille se sont posés. J'ai dû privilégier les postes à Québec afin de conserver la proximité de mon réseau d'aidants.

Heureusement, durant mon parcours, j'ai bénéficié du soutien indéfectible de mon superviseur au postdoctorat soit le Dr Starratt. Il m'a soutenue dans mes travaux et m'a présentée aux chercheurs américains et européens. Nous sommes devenus de grands amis et j'allais souvent le voir dans sa maison d'été à Ogunquit. Il est malheureusement décédé en 2019 pendant la pandémie de la COVID-19.



F. R. : Au bénéfice des ouvrières bénévoles de l'AFDU-Québec, pouvez-vous me dire à quoi vous a servi la bourse que nous vous avons octroyée en 1995 alors que vous étiez doctorante ?

L. L. : Cette bourse, même minime, a agi comme première reconnaissance. Elle confirmait que les travaux que je poursuivais sur le leadership éthique étaient intéressants bien que traitant d'un concept alors très peu connu. Par la suite, dans toutes les demandes de subventions qui ont suivi, j'ai toujours fait mention de cet octroi venu de l'AFDU et j'ose croire qu'il a joué en ma faveur.

F. R. : En terminant, la question que je pose à toutes les anciennes, quelles sont vos recommandations à des filles qui voudraient soit suivre vos traces ou plus largement faire des études supérieures ?

L. L. : Je leur dirais de ne pas suivre mes traces, car chaque chemin est unique. Je leur dirais d'emprunter la voie qu'elles ont choisie et de s'y engager à fond. Elles ont tellement

de possibilités aujourd'hui. Bien sûr, des obstacles subsistent toujours. Mais elles doivent croire en elles, être conscientes de leur valeur, avoir confiance et s'entourer de personnes qui les encouragent et de ce fait les aident à atténuer leurs doutes concernant leur potentiel. Il m'arrive encore de rencontrer des jeunes femmes brillantes qui hésitent quant à leurs capacités, allant même jusqu'à ressentir le syndrome de l'imposteur. Elles doivent taire cette petite voix qui les amène à douter. Elles doivent s'appliquer à tracer leur propre chemin avec confiance et détermination.

Jun 2022